

APRÈS LE COUP D'ALGER

Mobilisation des Travailleurs pour l'Indépendance de l'Algérie !

Le récent coup de force tenté à Alger pour changer le pouvoir en France a échoué vite et piteusement, mais il serait erroné de ne pas procéder à une analyse approfondie, pour ce qu'il a montré de la situation politique en France aussi bien que pour ses perspectives.

« Un quarteron » de généraux et de colonels disposant de troupes spéciales (Légion, parachutistes) a procédé à ce coup de force. Ainsi, les guerres coloniales menées depuis 1946, tout en ayant coûté la vie à la démocratie parlementaire et réduit à peu de choses les vieux partis liés à elle, avaient engendré une **faction politique armée** de tendance fascisante, qui depuis plusieurs années pesait sur la direction politique du pays. La grande découverte des chefs de cette faction, c'était la « guerre psychologique ». En décembre 1960, ils ont subi une grosse défaite de la part des masses algériennes manifestant pour le F.L.N.. Et maintenant c'est devant le pays qu'ils voulaient diriger qu'ils se sont effondrés. Sans écarter la possibilité pour l'avenir d'actes individuels de ceux qui étaient associés au dernier complot, il est beaucoup plus probable que nous avons assisté à la fin de cette forme du fascisme, sans envergure et sans perspective. C'est probablement à une étape plus lointaine que nous verrons réapparaître des groupements plus politiques, dans lesquels se retrouveront une partie de ces officiers devenus des petits bourgeois sans uniforme.

Aussi bref qu'il ait été ce putsch a contribué à dégonfler la mystification de « l'Etat fort » prétendument instauré par de Gaulle depuis son retour il y a bientôt trois ans. Chacun a encore dans les oreilles les propos pleins de panique de Debré, le grand champion de « l'Administration », qui, en ce dimanche soir, ne savait plus sur qui compter dans l'administration et l'armée. Il est en effet très vrai que si les stratèges de la « guerre psychologique » avaient procédé à un débarquement de parachutistes, leur équipée n'aurait pas abouti en fin de compte à un succès; mais il est non moins vrai qu'on aurait vu, à ce moment, une partie des nombreux attentistes de l'appareil d'Etat pencher du côté de Challe. « L'Etat » gaulliste n'avait pas de racines dans le pays, ses éléments se seraient dispersés entre les camps en lutte. C'est cette raison qui explique l'épuration à laquelle de Gaulle et ses ministres procèdent actuellement; ils veulent fabriquer un « Etat fort » qu'ils auraient bien en mains. Qu'ils puissent avoir un instrument brutal, il n'y a pas de doute à cela. Mais, dans les conditions actuelles, cette brutalité — que possédait déjà cet appareil depuis trois ans, et même plus — n'empêchera nullement la machine étatique de rester vermoulue et sans assises réelles dans les classes sociales. Sur la base d'équivoques, de Gaulle pourra obtenir des plébiscites dans des référendums, il pourra manœuvrer entre les classes, il ne

créera pas une base de masse à son régime typiquement bonapartiste. Ainsi, dans la crise qui vient de se produire, les Indépendants qui restent l'expression de larges couches de bourgeois nantis se sont tus.

Avant de voir ce qui se passe dans la classe ouvrière, il faut dire un mot du contingent qui, cela ne fait aucun doute, a joué un rôle décisif dans l'avortement du putsch en refusant de suivre ses ordres. Le premier réflexe du gouvernement et de ses journalistes a été de se réjouir : les soldats ont ainsi agi au cri de « vive de Gaulle ». Pensaient-ils qu'un soldat qui s'oppose à des ordres dans ces conditions va lire à son colonel un article de M. Duverger ? De toute façon, ils ne sont plus aujourd'hui aussi souriants, car dans bien des unités les rapports entre le commandement et la troupe ont subi un coup bien rude, et pour la bourgeoisie rien n'est plus mauvais que de simples soldats du contingent se permettent de penser politiquement pour juger leur officiers. Le régime, s'il a ainsi obtenu un succès dans l'immédiat, se trouve assailli des pires craintes pour de lointaines échéances.

En ce qui concerne la classe ouvrière, sa réponse au coup de force, malgré l'effet de surprise, a été immédiate et puissante. Il est absolument certain que s'il y avait eu une épreuve de force, les ouvriers l'auraient menée avec vigueur et résolution. La question des milices et des armes s'est trouvée tout naturellement posée et admise, malgré l'accusation de provocateurs qui avait été lancée depuis des années contre les militants d'avant-garde lorsqu'ils l'avaient soulevée (en mai 1958...). L'état d'esprit des ouvriers a limité dans les journées décisives les tergiversations des dirigeants. Mais si les travailleurs étaient décidés à barrer la route à la dictature militaire, on a pu noter aussi qu'il n'y avait pas la ferveur, l'enthousiasme que l'approche du combat généralement suscite. Cela, il faut l'attribuer d'abord au fait qu'un très grand nombre d'ouvriers ne voulaient pas se battre « pour de Gaulle », mais aussi à ce que, même lorsque le P.C.F. et la C.G.T. encourageaient cet état d'esprit, leur politique n'ouvrait aucune perspective. On se battrait, mais après... ? On retrouverait de Gaulle ? Nous reviendrons plus loin sur cette question, comme sur toute la politique des directions traditionnelles.

On doit souligner que, cette fois-ci encore, la jeunesse étudiante a été à l'avant-garde de la lutte, et que seule elle a osé passer outre aux interdictions gouvernementales de manifester dans Paris.

De cette affaire, l'impérialisme français sort sérieusement affaibli. Il va devoir trancher dans ses forces, dissoudre les troupes qui formaient son fer de lance et son haut-commandement s'est ridiculisé auprès des gouvernements et états-majors, alliés ou non.